

**dial**

DIAL D 86 BRESIL: MANIFESTE DU MOUVEMENT CLANDESTIN "UNION POUR LA LIBERTE ET LES DROITS DU PEUPLE"

DIFFUSION DE L'INFORMATION

SUR L'AMERIQUE LATINE

170, BOULEVARD DU MONT-PARNASSE  
75014 PARIS - FRANCE  
TEL. 325-36-74  
C. C. P. 1248-74 PARIS

(Après l'échec de la guérilla urbaine, les régions du centre du Brésil - Mato Grosso, Goiás, Maranhão et, surtout, le sud du Pará - sont devenues l'année dernière l'objet d'une étroite surveillance des services anti-guérillas du gouvernement. Des mouvements d'opposition sont en effet apparus dans cette région d'Amazonie et, dans certains cas, ils ont pris la forme de conflits armés. Elaboré en fin 1972, ce texte est destiné aux populations pauvres de "l'intérieur" du pays) (Sous-titres de DIAL)

POUR LA DEFENSE DES POPULATIONS PAUVRES ET POUR LE PROGRES  
DE L'INTERIEUR DU PAYS

Il n'existe pas de conditions de vie plus difficiles, plus pénibles et plus douloureuses que celles que connaissent des millions de brésiliens qui vivent dans l'intérieur du pays.

Les gens manquent de tout et ils n'ont aucun droit. Ils sont dans le dénuement le plus complet. Dans le Nord et le Nord-est en particulier, les conditions d'existence sont les pires que l'on puisse imaginer. C'est le règne du retard économique et de l'ignorance généralisée. L'intérieur du pays vit dans la stagnation et il ne peut compter sur l'aide de personne.

La terre est aux mains d'une petite minorité. Pour pouvoir en profiter, le cultivateur est obligé de se plier au métayage à la moitié ou au tiers. Les terres vierges (terras devolutas), celles que les gens de l'intérieur peuvent encore travailler, se trouvent de plus en plus loin des villages, des bords des fleuves et des routes. Les riches s'intéressent aux terres les meilleures. Aidés par la police et les hommes de main, les "grileiros" (1) ne cessent d'expulser les habitants, qu'ils soient installés depuis longtemps ou nouvellement arrivés. Les forêts du Pará voient arriver en nombre grandissant des cultivateurs venus d'autres Etats et expulsés par la misère et les propriétaires. Ils sont déjà passés par bien d'autres endroits. Ils ont bourlingué à travers le Maranhão, le Piauí, le Ceará, le Pernambuco, la Bahia et le Goiás. Ils ne trouvent guère plus de repos dans le Pará.

#### Une situation misérable

Aidé par sa femme et ses enfants, le cultivateur travaille sans arrêt et ses efforts ne lui permettent pas de satisfaire ses besoins les plus élémentaires. Il est très souvent obligé de vendre ce qu'il lui faudrait garder pour sa nourriture du lendemain. Il va ensuite acheter le même produit pour le double ou le triple du prix qu'il l'a vendu. Pour cultiver la terre, il ne dispose ni d'insecticide contre les fourmis, ni de semoir, ni d'appareil à battre le riz. Une grande partie de ses cultures est donc détruite par les insectes et les maladies. Les plantations sont faites à la machette, et pour la récolte du riz, il se fait aider par d'autres personnes qui reçoivent en échange un tiers ou la moitié de ce qu'elles ont ramassé. Quand le cultivateur fait une bonne récolte, il a du mal à la transporter, car il n'a pas de bête de

(1) Individus qui, grâce à de faux titres de propriété, cherchent à s'emparer des terres occupées par d'autres.

(N.d.T.)

somme. Les acheteurs en profitent et ils lui paient un prix dérisoire pour ce qui a été obtenu avec de grands sacrifices.

Les produits récoltés par le cultivateur ne sont pas vendus au taux qu'ils méritent. Les prix du riz, du maïs, des haricots en grain et de la farine de manioc n'augmentent que de façon insignifiante. Mais les prix augmentent chaque mois pour les produits qui viennent des grandes villes, comme le café, le sucre, le pétrole, l'outillage, les habits, le savon et les médicaments. Il faut aujourd'hui une grande quantité de riz pour acheter un kilo de café, et plus d'une "quarta" de farine de manioc pour acheter une seule machette. Le paysan est obligé de vendre ses produits sur pied, ce qui est très dommageable pour ses intérêts.

Les habitants de l'intérieur voudraient bien trouver du travail pour gagner un peu d'argent. Mais en général, ils n'y arrivent pas. Dans certaines régions du Pará, du Goiás et du Mato Grosso, il n'y a de l'ém-bâche que dans les grandes exploitations agricoles, dans les forêts de châtaigniers et d'hévéas, ou dans les sociétés d'exploitation forestière qui les exploitent au maximum. Souvent, ils ne reçoivent aucun salaire, ou, s'ils en reçoivent un, c'est avec beaucoup de retard. Il est fréquent que le paiement soit fait en nature ou en menus objets, mais ceux-ci coûtent cher et leur prix est parfois le double de ce qu'ils valent habituellement. Il y a des cas où, pour ne pas régler leur dû aux travailleurs, les sociétés ou leurs mandataires donnent l'ordre de les tuer. Dans les zones de cueillette de la châtaigne, la situation n'est pas meilleure. Les cueilleurs en tirent rarement du bénéfice, malgré un dur travail de plusieurs mois. On les vole de toutes les façons possibles. Pour un hectolitre de châtaignes, ils reçoivent une somme très inférieure à la cotation de Marabá, sans parler de celle de Belém. Au lieu d'être calculé sur la base exacte de six bidons de fer-blanc (2) remplis à ras bords, l'hectolitre est mesuré à raison de six ou sept bidons bombés et débordants. Le magasin de la plantation vend les produits alimentaires au cueilleur à des prix exorbitants.

La situation difficile des habitants de l'intérieur du pays est aussi sérieusement aggravée par les maladies. Les fièvres font partie de leur existence. C'est parfois des familles entières qui tombent malades. La prétendue "campagne de lutte contre la malaria" n'existe que sur le papier. Elle ne profite nullement au peuple. Autrefois, on distribuait des médicaments. Actuellement, ce n'est même plus le cas. Les enfants sont atteints de verminose et les vermifuges sont chers. D'autres maladies comme la leishmaniose et autres, les plaies, la dysenterie amibienne, la pneumonie, la syphilis et les maladies vénériennes portent atteinte à la santé de l'ensemble de la population. Beaucoup de femmes meurent au moment de l'accouchement ou deviennent stériles par la suite à cause du manque d'assistance médicale et de soins. On compte beaucoup de morts-nés ou d'enfants qui meurent aussitôt après leur naissance. Dans l'intérieur du pays, plus spécialement dans les lointaines régions défrichées, il n'y a pas de médecins ni même d'infirmiers. On meurt à petit feu par suite du manque de soins ou du manque d'alimentation adaptée dans des cas de maladies qui seraient facilement guérissables.

Peu de gens savent lire et écrire. Les cultivateurs voudraient bien que leurs enfants fassent des études et on les entend souvent dire qu'ils ne veulent pas voir leurs enfants rester analphabètes comme eux. Mais il n'y a ni écoles ni professeurs. Les enfants grandissent sans jamais voir un livre. On ne trouve de groupes scolaires que dans les villes, et les travailleurs agricoles n'ont pas les moyens d'y envoyer leurs enfants.

(2) Bidons qui servent initialement au transport du pétrole  
(N.d.T.)

Et comme si ce véritable martyr ne suffisait pas, les gens de l'intérieur du pays subissent aussi les décisions arbitraires et les violences de la police. N'importe quel soldat ou n'importe quel flic peut les arrêter sans raison, les frapper sauvagement, les ligoter comme des animaux et même les assassiner. Il peut leur prendre leurs fusils de chasse leurs couteaux et leurs machettes. La police traite les cultivateurs avec mépris. Elle leur vole leur argent et leurs produits. Les enquêtes coûtent cher et elles sont payées par les parties en conflit, qu'elles aient ou non raison, qu'elles aient ou non demandé l'intervention des autorités. La fête la plus ordinaire ne peut avoir lieu sans l'autorisation de la police qui exige des sommes importantes pour la donner. De nombreux pères de famille subissent l'affront des chefs de poste et des agents. Le peuple ne jouit d'aucune liberté. Il vit dans la peur des militaires, des tueurs à gages et des hommes de main. Il n'a pas le droit de se réunir librement, ni de critiquer les injustices, ni de choisir les autorités.

Les agents du fisc et les policiers marchent la main dans la main. Les impôts sont levés sous la menace et l'emprisonnement. Des impôts sont perçus sur tout et les produits sont lourdement taxés. Une petite épicerie paie chaque mois des impôts qui dépassent ses possibilités. Les agents du fisc s'attribuent des fonctions de juges et ils prennent des décisions illégales sur des problèmes fonciers en donnant gain de cause à ceux qui leur plaisent. Ils se servent de la police pour expulser les habitants et ils garantissent des droits à ceux qui n'en ont pas. Ce qui compte, pour eux, c'est l'argent et non la raison.

Pris dans de telles difficultés, les cultivateurs ne savent pas ce qu'est le bonheur. Comme ils disent: tout ce qui va mal dans l'existence, c'est notre affaire, mais tout ce qui va bien, c'est pas pour nous.

Dans les villages et les hameaux, c'est la même situation difficile. Le gouvernement n'y prête aucune attention. La seule chose qu'il sait faire, c'est de recouvrer les impôts. Même si les municipalités possèdent des écoles, celles-ci sont en nombre insuffisant. Il n'y a pas de dispensaires. Les médecins sont absents et les médicaments tellement chers que le peuple ne peut pas en acheter. Les améliorations qui existent dans ces régions sont le fruit du travail des habitants. Ils voudraient des routes, des écoles, des dispensaires, l'eau courante, des rues goudronnées, des squares et l'électricité.

Mais les mairies de l'intérieur n'ont pas beaucoup d'argent. La plus grande partie des impôts qui sont prélevés va au gouvernement fédéral et aux gouvernements des Etats. La part qui revient aux municipalités est ramassée par l'Etat qui ne la libère que selon les convenances des gens haut placés. Si le maire est du même bord que le gouverneur, il arrive encore à obtenir quelque chose. Les mairies ont donc des possibilités limitées. Elles ne peuvent pas compter sur leurs ressources et elles ne contrôlent même pas toutes les branches de l'administration. La police est nommée par l'Etat et elle entre souvent en conflit avec les maires. Pour pouvoir installer une simple station de radio de faible puissance et pour la faire fonctionner normalement, il faut une autorisation du gouvernement fédéral qui pose des conditions draconiennes.

Dans les petites villes de l'intérieur du pays, les emplois sont rares et la majorité de la population ne trouve pas de travail. Les gar-

çons et les filles mènent une existence sans lendemain. Ils n'ont pas de locaux pour faire du sport ou pour s'amuser. Ils n'ont pas les conditions suffisantes pour s'instruire ou pour perfectionner leurs connaissances. Ils manquent de tout ce qui fait la joie de vivre propre à la jeunesse. Leur avenir est incertain, surtout celui des filles dont la plupart finissent comme prostituées. Dès qu'ils le peuvent, les jeunes abandonnent les petites villes pour chercher du travail ailleurs.

Telle est la triste situation de l'intérieur du pays. Les gouvernants ne se sont jamais intéressés au sort du peuple et au progrès des régions sous-développées. Ils laissent la campagne dans le dénuement le plus complet. Après que les militaires se soient emparés du gouvernement en 1964, la situation des habitants de l'intérieur a empiré. La misère a augmenté, ainsi que les mauvais traitements dont les pauvres gens sont les victimes. Dernièrement, les militaires ont parlé d'aider les zones rurales, mais ceux qu'ils aident réellement, ce sont les grands planteurs de café, les propriétaires de sucreries, les puissants de la campagne. Des étendues immenses de terres sont offertes sur un plateau aux "gringos" nord-américains, alors que l'on sait que la majorité des cultivateurs n'ont pas de terres à cultiver. Les riches gisements de fer de Serra Norte, pas très loin de Marabá, ont été cédés de façon criminelle à un groupe de grands capitalistes des Etats-Unis.

Les militaires font aussi beaucoup de propagande autour de la construction de la Route transamazonienne. Mais cette route ne va pas résoudre les problèmes de la région. Elle est par contre une mine pour les "grileiros" (1) qui sont déjà en pleine activité. Ils s'attribuent des kilomètres et des kilomètres de terres et ils font partir les anciens habitants. Pour obtenir quelques champs le long de la Transamazonienne, le cultivateur doit se soumettre au contrôle policier et au système de colonies agraires imposé par le gouvernement, qui lui retire sa liberté et ne lui procure pas d'avantages en compensation. Ce système a été appliqué à Dourados (Mato Grosso) et à Ceres (Goiás), et cela n'a rien changé. Les paysans ont continué à vivre dans la misère.

Le gouvernement et les exploiters ont l'habitude de dire que la situation affligeante de l'intérieur du pays est la faute des cultivateurs et du peuple qui, d'après eux, n'aiment pas travailler. Est-ce vrai que les gens de l'intérieur ne travaillent pas, qu'ils ne font pas tout ce qu'ils peuvent pour mener une vie meilleure? Le paysan travaille même trop. Il est le seul à connaître les difficultés du travail de la terre. Pour avoir du riz, du maïs, des haricots en grain, de la farine de manioc, il faut entrer dans la forêt, abattre les arbres, les brûler, faire des clôtures, planter, sarcler, s'attaquer aux fourmis, récolter. Et tout cela, à la force du poignet, en se servant uniquement de la hache et de la machette. Ce n'est pas n'importe qui qui peut faire un travail aussi dur. Il plante aussi des arbres fruitiers, il élève des poules et des cochons, il ouvre des pistes, il organise la clairière. A l'époque de la châtaigne, il s'enfonce dans la forêt, il subit des pluies continuelles, il risque d'être piqué par des hérissons qui peuvent provoquer la mort ou rendre invalide. Il est aux prises avec le dur travail de la récolte et du transport des châtaignes. Dans l'exploitation du bois, il abat à coups de hache des troncs énormes et immenses, il les traîne dans la forêt et il les lance dans les fleuves et les rivières. Avec son travail, il contribue au bien général, mais il ne reçoit presque rien en échange. Il fait la fortune d'un certain nombre de gens, mais il vit dans le sous-développement et dans la pauvreté.

## Un programme de révolution populaire

Si l'intérieur du pays se trouve dans cette situation, c'est pour des raisons différentes. Le Brésil n'est pas gouverné conformément aux intérêts du peuple. Ceux qui font la loi dans le pays, ce sont les "gringos" nord-américains, ce sont les grands propriétaires terriens, ce sont aussi quelques grands capitalistes brésiliens qui n'ont de brésilien que le nom. Ces gens-là n'ont qu'un souci: gagner toujours plus d'argent, exploiter le peuple et voler les richesses du pays. Les Forces Armées sont au service des exploiters et c'est pour cela qu'elles se retournent contre le peuple. Tant que le Brésil restera entre leurs mains, le sous-développement du pays continuera et l'intérieur du pays continuera à vivre dans le dénuement le plus complet.

L'intérieur du pays ne pourra sortir de sa situation actuelle que quand il y aura une révolution populaire capable de libérer le Brésil de tous les obstacles à son progrès et capable d'organiser un gouvernement vraiment populaire. C'est alors que la vie du pays changera complètement. Les paysans auront droit à la terre, les ouvriers auront du travail et de meilleures conditions d'existence, les jeunes pourront s'instruire et tous les brésiliens jouiront d'une entière liberté. Le Brésil marchera vers un avenir meilleur. Et l'intérieur du pays connaîtra des jours nouveaux de prospérité et de bien-être général.

Mais la victoire de la révolution ne s'obtient pas sans lutte. Les puissants n'accordent rien aux gens pauvres. Quand ils donnent quelque chose, c'est pour en retirer le double. Il faut s'opposer aux ennemis du peuple et les combattre sans trêve. Si les esclaves ne s'étaient pas battus, l'esclavage existerait encore aujourd'hui. Le peuple de l'intérieur doit se dresser pour exiger ses droits. Et s'unir aux travailleurs des villes, aux étudiants, à tous les révoltés qui sont déjà dans la lutte. S'ils sont unis, ils seront une force invincible. S'ils sont unis, ils réussiront à libérer le Brésil.

L'union du peuple de l'intérieur doit se faire à partir des revendications les plus importantes et les plus urgentes. Quels sont les désirs de l'homme de l'intérieur? Quels sont les problèmes les plus importants? Voici ce qu'il veut:

- 1- La terre pour travailler et les titres de propriété correspondants.
- 2- La lutte contre les "grileiros" (1) et la condamnation impitoyable de ceux qui s'adonnent au vol des terres.
- 3- La fixation de prix minima pour les produits de la région, pour qu'ils ne soient pas trop éloignés de ceux qui ont cours sur les marchés les plus importants. La création d'entrepôts d'Etat pour acheter à prix fixe tous les produits qui leur seront proposés, et pour vendre, avec une marge bénéficiaire réduite et à crédit, de l'outillage, des engrais, des insecticides, des semences, des broyeurs à manioc, des sacs pour la récolte du riz, des meules, etc..
- 4- Des facilités pour l'écoulement de la production grâce à des moyens de transport diversifiés et grâce au financement de l'achat de bêtes par les cultivateurs.
- 5- La protection du travail pour ceux qui sont embauchés à la cueillette de la châtaigne, aux coupes de bois ou dans les grandes exploita-

tions agricoles. Pour un hectolitre de châcaigne cuverte, le cueilleur doit recevoir au minimum un prix correspondant à un tiers de la cotation de Marabá fixée par le gouvernement. L'hectolitre officiel doit être fixé à six bidons de fer-blanc (2) non déformés et remplis à ras bord. Le prix des marchandises prises au magasin de la plantation ne doit pas dépasser celui qui est en vigueur dans les villes et villages voisins. Le salaire du cueilleur doit être réglé sur place. Les bûcherons et les travailleurs agricoles doivent recevoir leur salaire en espèces à chaque fin de mois, et le règlement en nature ou en menus objets doit être interdit.

6- Le droit pour les chercheurs de pierres précieuses (garimpeiros) de travailler librement et la réglementation de leurs activités pour empêcher qu'ils soient exploités au moment où ils vendent les pierres qu'ils ont trouvées.

7- La liberté de chasse et de pêche pour l'alimentation, et l'autorisation de vendre les peaux des animaux abattus pour la consommation. L'interdiction de la chasse intensive dans le seul but de commercialiser les peaux.

8- La liberté de couper, de broyer et de vendre le babaçu (palmier).

9- La réduction des impôts tant pour les cultivateurs que pour les petits commerçants. Les petits et moyens exploitants ne doivent payer aucun impôt ou taxe à l'INCRA (Institut National de Colonisation et de Réforme Agraire). La suppression du système des amendes appliqué par la Direction des Impôts et la suppression de l'aide de la police pour le recouvrement des impôts.

10- Le droit pour tout cultivateur ou bûcheron de posséder un fusil de chasse et une arme de défense personnelle.

11- L'assistance médicale grâce à des dispensaires installés dans les zones et les districts, et grâce à des équipes mobiles installées sur des bateaux et des camions. Les soins médicaux gratuits pour les maladies endémiques de la région, et des soins payants, à prix réduit, pour les maladies évitables comme la syphilis. La lutte systématique et efficace contre la malaria et les verminoses.

12- L'installation d'écoles dans les hameaux, sur les bords des grands fleuves, à proximité des clairières mises en valeur, et la fourniture gratuite du matériel scolaire. La construction d'internats pour l'alphabétisation des enfants qui habitent loin des écoles et dont les cours s'étalent sur huit à dix mois.

13- L'arrêt des violences policières contre le peuple. La police ne doit pas faire payer les enquêtes, les autorisations pour les fêtes, l'incarcération, et elle ne doit pas arrêter quiconque sans un motif parfaitement justifié. Elle ne doit pas frapper les prisonniers ni prendre les armes, les bêtes, les outils ou les biens des gens de l'intérieur. Les policiers sont dans l'obligation de respecter le cultivateur et sa famille ainsi que les femmes en général.

14- La gratuité du mariage civil et de la déclaration des naissances.

15- La protection de la femme. Le droit pour la femme, en cas de séparation de son mari ou de son ami, de recevoir la part qui lui revient

dans la production ou dans les biens du couple, proportionnellement à son travail, direct ou indirect, pour l'obtention de cette production ou de ces biens. L'aide à la maternité. Des cours pratiques pour la formation de nouvelles sages-femmes et pour l'amélioration des connaissances techniques de celles qui travaillent dans la région, afin de garantir une meilleure assistance aux femmes qui accouchent.

16- Le travail, l'instruction et l'éducation physique pour les jeunes. L'encouragement au développement du sport par la construction de terrains de football, de basket, de pistes d'athlétisme et d'autres initiatives. L'aide à la création de clubs, de centres de loisir et de culture, et l'aide à la construction de leurs sièges.

17- Le respect de tous les cultes religieux et l'interdiction de persécuter qui que ce soit pour des raisons de pratique religieuse, y compris celle de la macumba et du spiritisme, à condition qu'elle ne soit pas préjudiciable à l'individu.

18- Une véritable liberté de se réunir, de discuter les problèmes locaux, de critiquer les autorités, d'exiger le respect des droits, d'organiser des associations et des syndicats, d'élire des représentants sans pression d'aucune sorte.

19- Des comités populaires élus directement par le peuple pour l'administration des districts et des hameaux, pour l'orientation des initiatives concernant la collectivité, et pour la solution des querelles entre les habitants. En accord avec le peuple, ces comités doivent élaborer les normes de protection des plantations contre les invasions de troupeaux, de cochons et des autres bêtes, ainsi que de la manière de pratiquer l'élevage pour ne pas nuire aux intérêts de la collectivité.

20- L'élection libre du maire et d'un conseil administratif dans la municipalité, ainsi que des comités populaires dans les différents quartiers des petites villes.

21- L'application d'une grande partie des impôts recueillis dans les municipalités au développement des petites villes et des villages. Le gouvernement fédéral et le gouvernement de l'Etat doivent aider les municipalités pour la construction et l'empierrement des routes, pour l'installation de l'électricité et de l'eau courante, pour l'entretien des écoles et la mise en place d'antennes médicales.

22- Des plans d'urbanisation et de développement pour toutes les petites villes. Des aides à la construction des maisons individuelles. L'encouragement à l'installation de bibliothèques et de stations de radio régionales sans qu'il soit besoin d'une autorisation des autorités pour leur fonctionnement.

23- La distribution annuelle des terres vierges situées autour des hameaux et des villages pour que les habitants puissent les cultiver pendant l'année.

24- L'utilisation rationnelle des grandes surfaces non cultivées autour des villages et des hameaux et leur transformation en fermes et en plantations de rapport, afin de garantir à la population du travail et des moyens de subsistance.

25- La protection des terres des indiens. Le respect de leurs coutu-

mes et de leurs moeurs. L'aide du gouvernement aux indigènes.

26- L'obligation de reboiser et l'utilisation maximum des arbres abattus au cours des opérations d'exploitation forestière à grande échelle. La transformation locale du bois pour favoriser le progrès de la région. Le bois qui se trouve sur ses terres appartient au petit cultivateur (posseiro).

27- Le respect de la propriété privée quand elle ne nuit pas à la collectivité. Le soutien accordé aux initiatives particulières qui favorisent le progrès, ainsi qu'à l'artisanat, aux petites et moyennes entreprises.

#### Une lutte immédiate

L'Union pour la Liberté et les Droits du Peuple, qui s'est constituée pour travailler à l'unité des masses, estime que ces 27 points résument les revendications les plus importantes et les plus urgentes des gens de la région. Ils ne constituent pas une liste complète de toutes les attentes et de tous les droits du peuple. Ils représentent cependant le minimum que ce dernier peut exiger dans les conditions actuelles.

Aussi l'Union pour la Liberté et les Droits du Peuple considère-t-elle qu'il s'agit là d'un programme pour la défense des gens pauvres et pour le progrès des régions de l'intérieur du pays. C'est autour de ce programme que le peuple souffrant doit s'unir: les cultivateurs, les cueilleurs de châtaigne, les vachers, les chercheurs de pierres précieuses, les travailleurs agricoles, les conducteurs de barques, ceux qui travaillent dans l'exploitation du bois et du babaçu (palmier), les petits et moyens commerçants, tous ceux enfin qui veulent que la région progresse et que les habitants soient heureux.

L'Union pour la Liberté et les Droits du Peuple invite tout le monde, hommes et femmes, jeunes et vieux, à lutter avec force et enthousiasme en faveur de ce programme minimum de revendications. Elle appelle les habitants de l'intérieur à entrer dans ses rangs et à mener à bien la résistance armée qui vient de commencer dans la région. C'est l'heure de la décision. C'est l'heure d'en finir une fois pour toutes avec l'abandon dans lequel est laissé l'intérieur du pays, et avec les souffrances sans nombre de millions de brésiliens oubliés, humiliés et exploités. La révolution va ouvrir la route qui mène vers une vie nouvelle.

Jusqu'à maintenant, le peuple a été traité comme un esclave. Son tour est venu de se dresser pour balayer les ennemis de la liberté, de l'indépendance et du progrès du Brésil.

L'U.L.D.P.

(Traduction DIAL - En cas de reproduction, nous vous serions obligés d'indiquer la source "DIAL")